

Pouvoir d'emprunt

Une très grande partie de nos dépenses ne nous rapporte rien. Il y a, par exemple, les frais d'intérêt. Cela ne nous rapporte aucun gain financier. C'est une dépense improductive. Année après année, le gouvernement alourdit la charge du public, des contribuables et des hommes d'affaires. Il est en train de tuer la poule aux œufs d'or et ne semble toujours pas s'en rendre compte. Si cela ne change pas bientôt, une part bien trop importante de la productivité de notre pays ira simplement au service de la dette nationale. Aucun des députés d'en face ne semble vouloir y mettre le holà.

Il y a quelques années, j'ai été renversé de voir comment le ministre qui était alors chargé de la Commission canadienne du blé, l'honorable Otto Lang, concevait le programme de stabilisation des prix pour les céréaliers de l'Ouest. Au départ, ce programme prévoyait que le gouvernement verse \$2 dans la caisse pour chaque dollar versé par l'agriculteur. Le système me paraissait juste, honnête et bien simple. Mais que s'est-il passé peu après? Comme Votre Honneur s'en souviendra, M. Lang a présenté un autre projet de loi selon lequel le gouvernement n'avait pas à verser ces \$2. Cela resterait un jeu d'écritures. Le gouvernement paierait de l'intérêt sur cette somme. Néanmoins, il faut qu'un jour ou l'autre on finisse par payer. Autrement, le programme ne remplirait pas son but. Alors qu'arrivera-t-il? Selon nos prévisions, l'année prochaine, et le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) ne pourra sans doute pas s'y soustraire, il faudra verser une coquette somme aux céréaliers de l'Ouest, car les prix sont actuellement à leur plus bas. Voilà l'ironie de la situation.

En 1970, nous avions un excédent budgétaire. Ces douze ou treize années ont été de bonnes années pour nous, sauf peut-être les deux ou trois dernières. Le gouvernement aurait dû en profiter pour accumuler des réserves en banque. Mais qu'a-t-il fait? D'année en année, il a alourdi sa dette. Que va-t-il se passer maintenant? Supposez qu'en 1984 ou 1985, il y ait un renversement de la situation économique. On dit que ce phénomène se produit tous les cinquante ou soixante ans. Comme les députés d'en face s'en souviendront peut-être, il s'est écoulé exactement cinquante ans depuis les années 30. Nous suivons maintenant une courbe descendante et nous devons rembourser l'énorme dette accumulée. Cela imposera un fardeau considérable à nos enfants et à nos petits-enfants. Néanmoins, le gouvernement ne semble guère s'en préoccuper. Personnellement, je m'en inquiète.

Comment le gouvernement peut-il dépasser ainsi son budget pendant les années de vaches grasses? C'est absolument incroyable. Par exemple, son budget de l'année dernière devait dépasser à peine les 10 milliards, mais en fin de compte, il atteignait 25 ou 26 milliards. Nous n'avons pas les chiffres définitifs. Néanmoins, c'est de cet ordre-là. Par conséquent, comme l'a dit le ministre, nous aurons évidemment l'année prochaine un déficit de 31 milliards. Faut-il de nouveau s'attendre à un dépassement de 16 milliards? Cela nous amènerait à 47 milliards.

Comme l'a mentionné mon collègue, le député de Prince George-Peace River (M. Oberle) ainsi que le député de Calgary-Nord (M. Wright), le Programme énergétique national y est certainement pour quelque chose. Il est vrai que le gouvernement a vu là la possibilité de s'enrichir et qu'il a voulu faire main basse sur cet argent. Il a prélevé quelque centaines de millions de dollars. Mais que s'est-il passé? Cela lui est retombé sur le nez, car on prévoit que, cette année, il devra payer 6 milliards rien qu'en remboursements d'impôts, simplement parce qu'il a ruiné l'industrie pétrolière.

Je pourrais vous citer d'autres chiffres et vous montrer en quoi le gouvernement a tort, mais j'espère que certains députés d'en face sauront voir le mal que le gouvernement fait à notre pays.

M. Cyril Keeper (Winnipeg-St. James): Monsieur le Président, je profite de l'occasion qui m'est donnée d'intervenir aujourd'hui sur le projet de loi sur le pouvoir d'emprunt, car cela me permet de faire état de mes inquiétudes au sujet de la politique économique et fiscale du gouvernement. Quand nous étudions le projet de loi sur le pouvoir d'emprunt, nous ne devons pas nous borner à examiner les chiffres. Certes, les chiffres qui se trouvent dans le projet de loi sont de nature à impressionner n'importe qui. Le nombre de fois que le gouvernement s'est présenté à la Chambre pour emprunter est lui-même impressionnant. Toutefois, nous devons nous intéresser à la véritable question que voici: pourquoi tous ces emprunts? Quelles politiques ont donné lieu à la situation actuelle? Quelles sont les valeurs et les priorités fondamentales du gouvernement quand il s'agit d'emprunter?

Je serais plus favorable, je crois, à cette demande d'emprunt si je croyais qu'elle puisse répondre aux besoins de la population et créer des emplois pour les Canadiens. Toutefois, quand on songe à la situation actuelle au Canada et que nous examinons brièvement le budget que le gouvernement a présenté et que la Chambre a adopté récemment, nous constatons que le Canada est aux prises avec un taux de chômage supérieur à 10 p. 100. Nous voyons que d'après le budget, le chômage atteindra 12.4 p. 100 cette année et 11.4 p. 100 l'an prochain. Le budget prédit même qu'après la relance dans un certain nombre d'années, nous pouvons nous attendre au mieux à un chômage réduit à 7 ou 8 p. 100.

Dans ce contexte, nous ne pouvons guère accepter l'idée que cet emprunt permettra de créer des emplois, car il est clair que les politiques économiques et ouvrières du gouvernement n'ont pas réussi à redonner du travail aux Canadiens. Le gouvernement a effectivement accepté un niveau de chômage au Canada qui était sans précédent jusqu'ici. Il est inouï qu'un gouvernement accepte un pareil niveau de chômage sans vraiment affronter le problème et promettre d'essayer de le résoudre. Nous ne pouvons donc justifier cet emprunt sous prétexte que le gouvernement s'efforce de créer des emplois.